

CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New Letter Europe N° 82 du 30 Mai au 12 Juin 2026



Ce qui change le 12 juin 2026 pour les demandeurs d'asile en Europe

Aujourd'hui, le **Pacte européen sur la migration et l'asile**, adopté en 2024, entre en vigueur et transforme profondément le traitement des demandes d'asile dans l'UE. Il vise à **accélérer les procédures**, harmoniser les pratiques et renforcer les retours des personnes déboutées . Trois changements majeurs structurent le nouveau système : le **filtrage obligatoire**, la **procédure d'asile accélérée à la frontière** et l'usage élargi des **pays d'origine sûrs** et **pays tiers sûrs**.

Dès leur arrivée irrégulière, les ressortissants de pays tiers doivent passer par un **filtrage en sept jours** (trois pour ceux déjà dans Schengen), permettant de vérifier identité, sécurité, santé et vulnérabilités . Pour certaines nationalités ou situations – taux de reconnaissance inférieur ou égal à 20 %, risques sécuritaires, fraude – une **procédure d'asile à la frontière**, plus rapide, s'applique. Pendant cette phase, la personne reste en **fiction de non-entrée**, bien qu'elle soit physiquement à la frontière . La procédure est limitée à **12 semaines**, ou 16 en cas de relocalisation, avant un basculement vers la procédure ordinaire si nécessaire .

Le Pacte introduit aussi une **liste européenne commune de pays d'origine sûrs**, comprenant notamment le Bangladesh, l'Inde, le Maroc ou la Tunisie. Les demandes de leurs ressortissants peuvent être traitées plus rapidement, même si un examen individuel reste obligatoire . Parallèlement, la notion de **pays tiers sûr** est élargie : un État membre peut déclarer une demande **irrecevable** si la personne pouvait être protégée dans un pays de transit ou lié par un accord avec l'UE, sauf pour les mineurs non accompagnés .

Enfin, le Pacte renforce les **procédures de retour**, en liant plus directement rejet d'asile et décision de retour, notamment dans la procédure à la frontière, limitée elle aussi à douze semaines . Un futur règlement, encore en négociation, pourrait aller plus loin, avec des obligations accrues de coopération et la possibilité controversée de "**hubs de retour**" dans des pays tiers .

Source : *Toute l'Europe* du 12 juin 2026



Les pays européens sont-ils prêts pour la guerre à venir ?

L'Europe fait face à une **probabilité croissante de confrontation avec la Russie**, particulièrement dans la région de la **Baltique**, où les tensions et provocations se multiplient. Le **désengagement américain** agit comme un signal inquiétant : Washington retire des troupes de Lituanie, Pologne et Allemagne, réduit sa participation aux forces de l'OTAN et estime que la dépendance européenne n'est plus soutenable. Cette évolution fragilise la **dissuasion occidentale**, encourageant Moscou à tester les défenses des pays de l'Union européenne.

Plusieurs dirigeants européens alertent sur un risque d'attaque russe **dès 2030**. Les chercheurs soulignent que l'Europe manque d'une stratégie militaire réaliste en cas de soutien américain limité. Ils recommandent une montée en puissance urgente et le coût estimé pour remplacer les moyens américains atteint **500 milliards d'euros**, alors que les divisions industrielles européennes persistent. La **Baltique** est identifiée comme le point le plus vulnérable : présence de minorités russophones, incursions aériennes répétées, opérations de test des réactions occidentales. Un simple drone russe a provoqué la chute du gouvernement letton, illustrant la fragilité politique de la zone.

Face à cela, les Européens renforcent leur posture : l'Allemagne déploie une brigade de 4 500 soldats en Lituanie, l'OTAN confie au 1er Corps germano-néerlandais la direction potentielle de 50 000 hommes, la Suède et la Finlande créent un groupement tactique pour le Grand Nord, et la France étend sa dissuasion avancée à la Norvège, ouvrant un accès stratégique à l'Arctique. **C dispositif suffira-t-il à dissuader Moscou ?** Certains responsables, comme le président finlandais Stubb, jugent improbable une attaque directe contre l'OTAN. D'autres, comme le sénateur français Claude Malhuret, avertissent que l'Europe pourrait réagir trop tard.

Source : *La Matinale Européenne* du 11 juin 2026



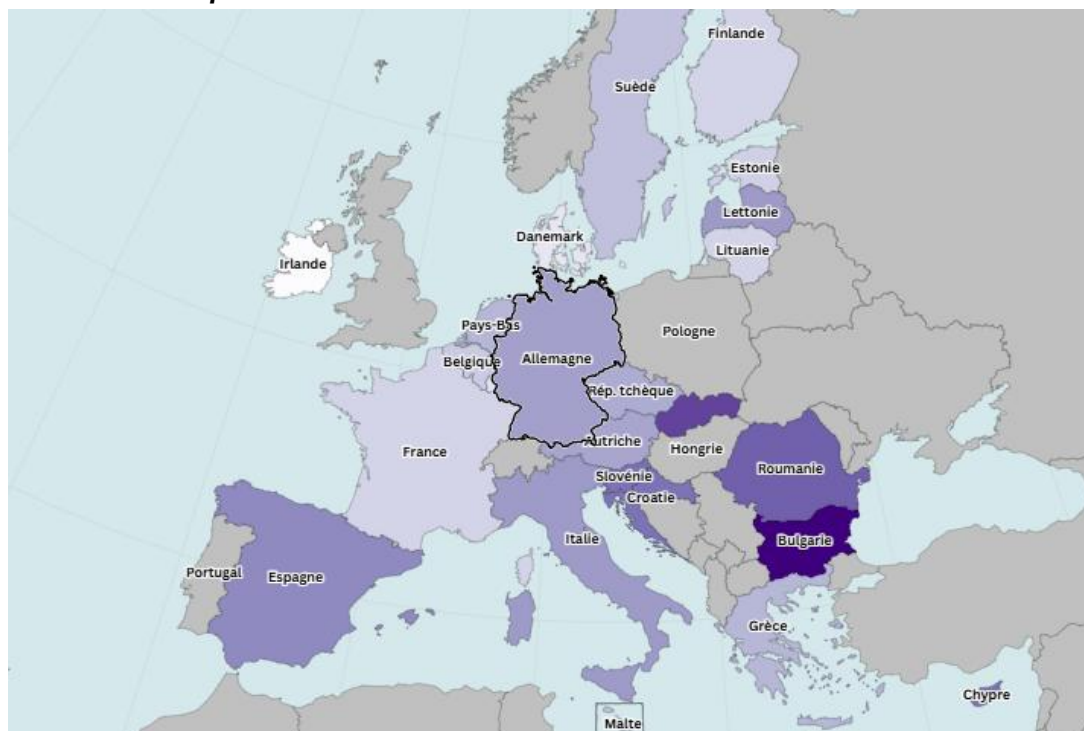
Les moyens alloués à la justice dans l'Union européenne.

Les États membres de l'Union européenne n'investissent pas de manière homogène dans leur système judiciaire. Selon le rapport 2024 de la CEPEJ (Commission Européenne Pour l'Efficacité de la Justice) les budgets consacrés aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire varient fortement d'un pays à l'autre, tandis que d'autres composantes comme les prisons ou la protection de la jeunesse ne sont pas incluses .

En moyenne, les pays de l'UE consacrent **0,27 % de leur PIB** à la justice. La **Bulgarie** arrive en tête avec **0,55 %**, suivie de la **Slovaquie** (0,45 %) et de la **Roumanie** (0,41 %) . À l'inverse, des pays plus riches comme le **Luxembourg** (0,16 %) ou l'**Irlande** (0,05 %) y consacrent une part bien plus faible, même si les montants par habitant peuvent être élevés, comme au Luxembourg (193 €) . La **France**, la **Finlande** et la **Lituanie** se situent sous la moyenne, à 0,20 % du PIB . Ces écarts reflètent à la fois le niveau de richesse, la démographie et les choix politiques nationaux. Entre 2014 et 2022, les budgets judiciaires ont globalement augmenté. La France a connu une hausse de 7 % par habitant, tandis que l'Allemagne a enregistré une légère baisse de 2 % .

L'aide judiciaire, destinée aux personnes ne pouvant financer une défense, présente également de fortes disparités. Les pays au PIB par habitant élevé investissent davantage dans ce domaine . Le **Danemark** (27 %) et la **Suède** (25 %) y consacrent une part importante de leur budget judiciaire, contre 12 % en France . Depuis 2014, les montants sont globalement stables, mais certains pays ont évolué : hausse notable au **Portugal** depuis 2020, baisse en **Allemagne** et en **Grèce** .

Source : *Toute l'Europe du 9/6/2026*



en % du PIB en 2022

Commission Européenne Pour l'Efficacité de la Justice